

# Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Côte-Saint-Luc \_\_\_\_\_

Code géographique : 66058 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

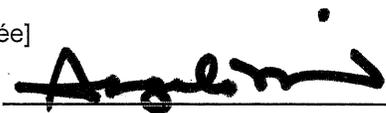
---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angelo Marino, atteste la véracité du rapport financier  
de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes  
au budget de Côte-Saint-Luc pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12.  
(Date)

[Originale signée]

Signature



Date

2017-06-08

## **Section I - États financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT****Aux membres du conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Côte Saint-Luc, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Côte Saint-Luc au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Autre point**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice 2017, présentées à la section III, ne sont pas auditées.

[Original signé par]

(1)

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A117472

Montréal

Le 8 juin 2017

DATE 2017-06-08

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	58 230 434	58 545 350		58 545 350	57 226 760
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 282 534	1 428 317		1 428 317	1 621 554
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 305 000	1 092 463		1 092 463	896 306
Services rendus	5	2 542 950	2 415 651		2 415 651	2 320 317
Imposition de droits	6	2 228 325	3 203 126		3 203 126	3 109 574
Amendes et pénalités	7	450 000	503 965		503 965	405 924
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	635 500	638 118		638 118	696 997
Autres revenus	10	361 300	1 859 039		1 859 039	757 233
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	67 036 043	69 686 029		69 686 029	67 034 665
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		2 085 189		2 085 189	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19		2 085 189		2 085 189	
	20	67 036 043	71 771 218		71 771 218	67 034 665
<b>Charges</b>						
Administration générale	21	10 570 637	13 491 870	244 409	13 736 279	12 516 841
Sécurité publique	22	13 840 962	13 785 859	46 025	13 831 884	13 833 517
Transport	23	12 309 954	12 465 707	1 709 807	14 175 514	13 759 853
Hygiène du milieu	24	8 908 659	7 998 007	600 293	8 598 300	8 630 249
Santé et bien-être	25	374 453	369 140		369 140	371 818
Aménagement, urbanisme et développement	26	1 144 636	1 088 197	10 781	1 098 978	898 383
Loisirs et culture	27	13 900 317	13 226 845	1 823 877	15 050 722	15 591 500
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	1 732 025	1 696 711		1 696 711	2 020 604
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	3 707 312	4 435 192	( 4 435 192 )		
	32	66 488 955	68 557 528		68 557 528	67 622 765
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	33	547 088	3 213 690		3 213 690	(588 100)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	547 088	3 213 690	(588 100)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 2 085 189 ) (	)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	547 088	1 128 501	(588 100)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	3 707 312	4 435 192	3 972 100
Produit de cession	5		1 331 051	
(Gain) perte sur cession	6		(1 047 112)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	3 707 312	4 719 131	3 972 100
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 203 500 ) (	4 551 500 ) (	3 768 477 )
	18	(4 203 500)	(4 551 500)	(3 768 477)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	230 000 ) (	58 500 ) (	767 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	129 000	110 094	229 080
Excédent de fonctionnement affecté	21		500 439	459 591
Réserves financières et fonds réservés	22	200 000	107 016	(250 029)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(149 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(50 900)	609 149	387 975
	26	(547 088)	776 780	591 598
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		1 905 281	3 498

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		2 085 189	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2	( 200 000 )	( 2 084 204 )	( 421 334 )
Sécurité publique	3	)	)	( 58 978 )
Transport	4	( 7 193 000 )	( 2 205 417 )	( 2 399 620 )
Hygiène du milieu	5	)	( 1 495 528 )	( 417 232 )
Santé et bien-être	6	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7	)	)	)
Loisirs et culture	8	( 3 122 000 )	( 2 987 209 )	( 1 719 960 )
Réseau d'électricité	9	)	)	)
	10	( 10 515 000 )	( 8 772 358 )	( 5 017 124 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>				
Émission ou acquisition	12	)	)	)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			4 200 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	230 000	58 500	767
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		45 517	73 901
Excédent de fonctionnement affecté	16		774 052	
Réserves financières et fonds réservés	17		936 846	598 068
	18	230 000	1 814 915	672 736
	19	(10 285 000)	(6 957 443)	(144 388)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(10 285 000)	(4 872 254)	(144 388)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>		<b>2015</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Rémunération</b>	1	13 969 643	17 220 522	16 368 320
<b>Charges sociales</b>	2	4 820 470	4 158 052	4 082 963
<b>Biens et services</b>	3	14 478 188	12 773 712	13 322 434
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 706 000	1 612 581	1 856 795
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	26 025	84 130	163 809
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	27 781 317	28 273 339	27 856 344
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	3 707 312	4 435 192	3 972 100
<b>Autres</b>				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	66 488 955	68 557 528	67 622 765

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	58 230 434	58 545 350	57 226 760
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 282 534	1 428 317	1 621 554
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 305 000	3 177 652	896 306
Services rendus	5	2 542 950	2 415 651	2 320 317
Imposition de droits	6	2 228 325	3 203 126	3 109 574
Amendes et pénalités	7	450 000	503 965	405 924
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	635 500	638 118	696 997
Autres revenus	10	361 300	1 859 039	757 233
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	67 036 043	71 771 218	67 034 665
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	10 772 996	13 736 279	12 516 841
Sécurité publique	15	13 873 129	13 831 884	13 833 517
Transport	16	13 824 513	14 175 514	13 759 853
Hygiène du milieu	17	9 471 396	8 598 300	8 630 249
Santé et bien-être	18	374 453	369 140	371 818
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 151 468	1 098 978	898 383
Loisirs et culture	20	15 288 975	15 050 722	15 591 500
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 732 025	1 696 711	2 020 604
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	66 488 955	68 557 528	67 622 765
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	547 088	3 213 690	(588 100)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		30 405 890	24 470 191
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			6 523 799
Solde redressé	28		30 405 890	30 993 990
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		33 619 580	30 405 890

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	547 088	3 213 690	(588 100)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	10 515 000 ) (	8 772 358 ) (	5 017 124 )
Produit de cession	3		1 331 051	
Amortissement	4	3 707 312	4 435 192	3 972 100
(Gain) perte sur cession	5		(1 047 112)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(6 807 688)	(4 053 227)	(1 045 024)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(2 715)	2 656
Variation des autres actifs non financiers	10		(48 703)	(15 721)
	11		(51 418)	(13 065)
	12	(6 260 600)	(890 955)	(1 646 189)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(6 260 600)	(890 955)	(1 646 189)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(42 151 802)	(40 505 613)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(42 151 802)	(40 505 613)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(43 042 757)	(42 151 802)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	4 420 534	13 433 119
Débiteurs (note 5)	2	12 921 670	10 218 856
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 377 400	1 575 700
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>18 719 604</u>	<u>25 227 675</u>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 971 410	9 030 334
Revenus reportés (note 12)	12	767 970	1 075 533
Dette à long terme (note 13)	13	52 022 981	57 273 610
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<u>61 762 361</u>	<u>67 379 477</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(43 042 757)</u>	<u>(42 151 802)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	76 023 164	71 969 937
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	286 205	286 205
Stocks de fournitures	19	286 152	283 437
Autres actifs non financiers (note 17)	20	66 816	18 113
	21	<u>76 662 337</u>	<u>72 557 692</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>33 619 580</u>	<u>30 405 890</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 213 690	(588 100)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 435 192	3 972 100
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(1 047 112)	
-	4		
	5	6 601 770	3 384 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 702 814)	2 177 476
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(58 924)	543 528
Revenus reportés	9	(307 563)	144 340
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	198 300	243 500
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(2 715)	2 656
Autres actifs non financiers	13	(48 703)	(15 721)
	14	3 679 351	6 479 779
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 8 772 358 )	( 5 017 124 )
Produit de cession	16	1 331 051	
	17	(7 441 307)	(5 017 124)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23		4 200 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 5 130 400 )	( 4 329 200 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(120 229)	(32 240)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(5 250 629)	(161 440)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(9 012 585)	1 301 215
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	13 433 119	12 131 904
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	13 433 119	12 131 904
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	4 420 534	13 433 119

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal reconstitué le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

Lors des défusions municipales au 1er janvier 2006, le réseau artériel des voies de circulation est devenue une compétence d'agglomération et tous les actifs du réseau sont demeurés dans les états financiers de la Ville de Montréal. Depuis le 1er janvier 2009, suite à l'adoption du projet de Loi 22, le réseau artériel des voies de circulation est redevenu une compétence locale.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent le déficit de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

### **C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

### **D) Passifs**

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

### **E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

### **Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

### **Immobilisations**

#### Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

#### Réduction de valeur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**F) Revenus**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

À part le régime de retraite, la ville de Côte Saint-Luc n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la « Loi 15 »)**

**Mise à jour de l'information pour la divulgation comptable au 31 décembre 2016**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Impact de la Loi 15 sur le volet antérieur (services antérieurs au 31 décembre 2013)**

Une entente est intervenue entre les parties relativement à la restructuration exigée par la Loi 15. Il n'y a aucun écart entre la valeur des modifications et le coût des services passés observés au 1er janvier 2014 et au 1er janvier 2015, donc aucun coût de service passé (CSP) n'a été calculé en 2016.

**Impact de la Loi 15 sur le volet courant (services reconnus à compter du 1er janvier 2014)**

Le coût des services rendus a été calculé à partir des dispositions incluses dans l'entente survenue conformément à la Loi 15, le 10 avril 2017. L'effet de la modification des dispositions en vertu de l'entente pour les exercices 2014 et 2015 est reflété via un coût de service passé négatif (CSP) au 1er janvier 2016 de l'ordre de 275 700 \$. Le solde des pertes actuarielles non reconnus au 1er janvier 2016 pour le volet courant (109 600 \$) a été amorti en contrepartie de la modification apportée aux dispositions du régime. En vertu de l'entente survenue et de la Loi 15, des cotisations au fonds de stabilisation seront versés à partir de l'année 2017. Ces cotisations seront incluses dans le coût des services rendus lors du prochain exercice financier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : s.o.
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : s.o.
- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 sera amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

**I) Instruments financiers**

S/O

**J) Autres éléments****Dettes à long terme**

Le remboursement en capital de la dette à long terme est imputé à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales sous la rubrique de conciliation à des fins fiscales.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 2 249 397	3 242 987
Placements de portefeuille	2	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	3 1 811 145	1 732 941
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5 7 361 431	6 524 865
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6 1 897 728	184 585
Organismes municipaux	7 320 154	238 637
Autres		
- Droit de mutation et autres	8 1 135 317	1 066 755
- Divers	9 395 895	471 073
	10 12 921 670	10 218 856
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 3 507 076	4 085 976
Organismes municipaux	12	
Autres tiers	13	
	14 3 507 076	4 085 976
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15 203 613	266 707
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	16	
Prêts à un fonds d'investissement	17	
Autres		
-	18	
-	19	
	20	
Provision pour moins-value déduite des prêts	21	
<b>Note</b>		
<b>7. Placements de portefeuille</b>		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	1 377 400	1 575 700
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	( )	( )
	28	<u>1 377 400</u>	<u>1 575 700</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	1 317 100	1 660 600
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32		
Régimes de retraite des élus municipaux	33	55 916	(20 585)
	34	<u>1 373 016</u>	<u>1 640 015</u>
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
<b>Note</b>			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	38	3 180 758	1 828 882
Salaires et avantages sociaux	39	3 442 589	4 789 554
Dépôts et retenues de garantie	40	1 866 026	1 764 622
Provision pour contestations d'évaluation	41	37 132	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Divers	44	444 905	647 276
-	45		
-	46		
-	47		
-	48		
	49	<u>8 971 410</u>	<u>9 030 334</u>
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	472 014	469 805
Fonds parcs et terrains de jeux	52		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Divers	56	295 956	605 728
-	57		
-	58		
-	59		
	60	<u>767 970</u>	<u>1 075 533</u>
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
<b>13. Dette à long terme</b>						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	4,25	2017	2037	61	53 159 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	
Organismes municipaux					66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	
					69	53 159 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	( 1 136 719 )
					71	52 022 981
						58 290 100
						( 1 016 490 )
						57 273 610

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2016</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>		
2017	72	80	4 839 600	88	97	105
2018	73	81	4 959 500	89	98	106
2019	74	82	4 975 100	90	99	107
2020	75	83	4 835 200	91	100	108
2021	76	84	5 041 000	92	101	109
2022 et +	77	85	28 509 300	93	102	110
	78	86	53 159 700	94	103	111
Intérêts et frais accessoires				95	( )	112
	79	87	53 159 700	96	104	113
						53 159 700

**Note**

	2016	2015
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(43 042 757)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )
Autres	116	( )
	117	(43 042 757)
		(42 151 802)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	13 746 495	146	10 246	173		200	13 756 741
Eaux usées	119	1 422 760	147	11 811	174		201	1 434 571
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	65 518 251	148	1 893 789	175		202	67 412 040
Autres	121	20 177 156	149	2 864 630	176		203	23 041 786
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	40 819 848	151	1 872 982	178	811 261	205	41 881 569
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	10 863 498	153	1 681 023	180		207	12 544 521
Ameublement et équipement de bureau	126	5 531 014	154	344 119	181		208	5 875 133
Machinerie, outillage et équipement divers	127	1 350 053	155	93 758	182		209	1 443 811
Terrains	128	6 290 065	156		183		210	6 290 065
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>165 719 140</u>	158	<u>8 772 358</u>	185	<u>811 261</u>	212	<u>173 680 237</u>
Immobilisations en cours	131		159		186		213	
	132	<u>165 719 140</u>	160	<u>8 772 358</u>	187	<u>811 261</u>	214	<u>173 680 237</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133	2 512 931	161	322 250	188		215	2 835 181
Eaux usées	134	837 822	162	34 334	189		216	872 156
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	48 819 883	163	1 344 929	190		217	50 164 812
Autres	136	13 902 978	164	675 914	191		218	14 578 892
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	15 796 895	166	1 192 501	193	527 322	220	16 462 074
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	6 412 468	168	629 212	195		222	7 041 680
Ameublement et équipement de bureau	141	4 829 370	169	183 008	196		223	5 012 378
Machinerie, outillage et équipement divers	142	636 856	170	53 044	197		224	689 900
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>93 749 203</u>	172	<u>4 435 192</u>	199	<u>527 322</u>	226	<u>97 657 073</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>71 969 937</u>					227	<u>76 023 164</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	286 205	286 205
	241	286 205	286 205
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	286 205	286 205

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
-	244	66 816	18 113
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	66 816	18 113

**Note****18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égoûts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée en 2015 à verser les montants suivants;

2017: 6 070 260 \$ plus taxes  
 2018: 2 782 055 \$ plus taxes  
 2019: 1 060 240 \$ plus taxes  
 2020: 968 184 \$ plus taxes  
 2021: 12 600 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 500 000 \$ par année.

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 27 000 000\$ par année pour les services reçus.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

**d) Autres**

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2016, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente a été conclue entre la Ville et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 décembre 2016, des paiements rétroactifs ont été versés à la majorité des employés. La Ville a évalué le montant restant à payer à ses employés, par conséquent, une provision 95 500 \$ a été inscrite aux livres de la Ville à cet effet.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**22. Instruments financiers**

S/O

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2016	2015
Encaisse	250	4 420 534	13 433 119
Découvert bancaire	251	( )	( )
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	262	4 420 534	13 433 119

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

2016

2015

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>273</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	(	)
	279		
	280		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>285</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité****2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>300</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	) (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**26 FONDS DE ROULEMENT**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 500 000\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 118 409	4 736 946
Excédent de fonctionnement affecté	2 371 038	1 524 290
Réserves financières et fonds réservés	3 3 015 078	2 735 186
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 399 500 ) (	( 449 400 )
Financement des investissements en cours	5 (2 138 466)	3 810 574
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 26 653 021	18 048 294
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 33 619 580	30 405 890
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 6 118 409	4 736 946
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	11
	11 6 118 409	4 736 946
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Administration municipale-Eau	12 371 038	1 524 290
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 371 038	1 524 290
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	
	23	
	24	
	25	
	26 371 038	1 524 290
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 532 726	573 608
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 1 166 880	1 057 460
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Fond Pars/ Reserve Assurance	40 178 753	87 629
-Frais liés-dette à long terme	41 1 136 719	1 016 489
	42 3 015 078	2 735 186
	43 3 015 078	2 735 186

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 ( ) ( )	
Régimes non capitalisés	45 ( ) ( )	
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ( 399 500 ) ( 449 400 )	
Autres	47 ( ) ( )	
Régimes non capitalisés	48 ( ) ( )	
	49 ( 399 500 ) ( 449 400 )	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ( ) ( )	
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ( ) ( )	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ( ) ( )	
Autres		
-	53 ( ) ( )	
-	54 ( ) ( )	
	55 ( 399 500 ) ( 449 400 )	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ( ) ( )	
Intérêts sur la dette à long terme	57 ( ) ( )	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ( ) ( )	
Utilisation du fonds de roulement	59 ( ) ( )	
Mesure relative aux frais reportés	60 ( ) ( )	
Autres		
-	61 ( ) ( )	
-	62 ( ) ( )	
	63 ( ) ( )	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ( ) ( )	
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ( ) ( )	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ( ) ( )	
Autres		
-	67 ( ) ( )	
-	68 ( ) ( )	
	69 ( ) ( )	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 ( 399 500 ) ( 449 400 )	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	76	2 004 144	3 818 372
Investissements à financer	77 (	4 142 610 ) (	7 798 )
	78	(2 138 466)	3 810 574
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations	79	76 023 164	71 969 937
Propriétés destinées à la revente	80	286 205	286 205
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	76 309 369	72 256 142
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	85	52 022 981	57 273 610
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	1 136 719	1 016 490
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	3 507 076 ) (	4 085 976 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	) (	)
	90	49 652 624	54 204 124
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	3 724	3 724
	92	49 656 348	54 207 848
	93	26 653 021	18 048 294

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 1 575 700	1 819 200
Charge de l'exercice	5 ( 1 317 100 )	( 1 660 600 )
Cotisations versées par l'employeur	6 1 118 800	1 417 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>1 377 400</u>	<u>1 575 700</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 33 028 300	30 223 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>35 056 800</u> )	( <u>31 590 500</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( <u>2 028 500</u> )	( <u>1 367 500</u> )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>3 405 900</u>	<u>2 943 200</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 377 400	1 575 700
Provision pour moins-value	13 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>1 377 400</u>	<u>1 575 700</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>33 028 300</u>	<u>30 223 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>35 056 800</u> )	( <u>31 590 500</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>2 028 500</u> )	( <u>1 367 500</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 868 300	1 784 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 ( <u>275 700</u> )	( <u>51 000</u> )
Cotisations salariales des employés	21 <u>1 592 600</u>	<u>1 733 300</u>
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( <u>722 300</u> )	( <u>614 100</u> )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 <u>870 300</u>	<u>1 119 200</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 <u>276 500</u>	<u>354 100</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 109 600	51 000
Variation de la provision pour moins-value	27	28
Autres	29	30
-	31	32
-	33	34
Charge de l'exercice excluant les intérêts	35 <u>1 256 400</u>	<u>1 524 300</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	36 <u>1 743 900</u>	<u>1 622 800</u>
Rendement espéré des actifs	37 ( <u>1 683 200</u> )	( <u>1 486 500</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	38 <u>60 700</u>	<u>136 300</u>
Charge de l'exercice	39 <u>1 317 100</u>	<u>1 660 600</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 046 200	2 610 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 1 683 200 )	( 1 486 500 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 363 000	1 123 800
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 211 800)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 082 000	859 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 33 366 700	30 148 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,25 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( _____ )	( _____ )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	<u>                    </u>	<u>                    </u>	
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	0,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	0,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	
	<u>                    </u>	<u>                    </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
95  Non

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	7	7

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	8 778	8 970
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	55 916	(20 585)
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	55 916	(20 585)
100		

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	53 159 700
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	4 142 610
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 507 076
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	53 795 234
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	53 795 234
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	225 731
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	54 020 965
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	29 977 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	29 977 000

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	83 997 965
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	54 716 690	55 017 088	53 777 970
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 409 954	3 433 469	3 345 497
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	58 126 644	58 450 557	57 123 467
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	103 790	94 793	103 293
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	103 790	94 793	103 293
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	23			
	24			
	25	103 790	94 793	103 293
	26	58 230 434	58 545 350	57 226 760

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
<b>Immeubles des réseaux</b>			
Santé et services sociaux	32	433 772	489 153
Cégeps et universités	33		751 324
Écoles primaires et secondaires	34	778 222	868 623
	35	1 211 994	1 357 776
<b>Autres immeubles</b>			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 211 994	1 357 776
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	70 540	70 541
Taxes sur une autre base			69 232
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	70 540	70 541
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	1 282 534	1 428 317
			1 621 554

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52	7 679	8 175
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		21 850
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	44 635	86 108
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	164 796	89 197
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	30 772	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	357 127	589 543
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85	704 762	
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	8 698	150 433
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	33 680	212 326
Autres	88	139 762	2 851
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	1 305 000	1 092 463
			896 306

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91	1 866 623	
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	157 271	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111	61 295	
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	2 085 189	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>139</b>	<b>1 305 000</b>	<b>3 177 652</b>
		<b>896 306</b>	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	60 000	60 000
Sécurité civile	146		
Autres	147	23 300	7 900
	148	83 300	67 900
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	40 000	70 432
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	40 000	27 776
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	123 300	92 451
			138 332

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	58 000	147 253	72 576
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	45 000	59 982	49 013
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	2 316 650	2 115 965	2 060 396
Réseau d'électricité	194			
	195	2 419 650	2 323 200	2 181 985
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>196</b>	<b>2 542 950</b>	<b>2 415 651</b>	<b>2 320 317</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	178 325	575 530	195 509
Droits de mutation immobilière	198	2 050 000	2 627 596	2 914 065
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 228 325	3 203 126	3 109 574
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	<b>202</b>	<b>450 000</b>	<b>503 965</b>	<b>405 924</b>
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	203			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	<b>204</b>	<b>635 500</b>	<b>638 118</b>	<b>696 997</b>
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		1 047 112	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	10 000		169 494
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212	351 300	811 927	587 739
	213	361 300	1 859 039	757 233
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	<b>214</b>			

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	445 580	414 741		414 741	320 420
Greffe et application de la loi	2	468 572	427 005		427 005	437 871
Gestion financière et administrative	3	8 843 754	11 855 766	244 409	12 100 175	11 070 360
Évaluation	4	237 730	237 507		237 507	236 484
Gestion du personnel	5	575 001	556 851		556 851	451 706
Autres						
-	6					
-	7					
	8	10 570 637	13 491 870	244 409	13 736 279	12 516 841
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	8 718 248	8 661 925	16 185	8 678 110	8 592 957
Sécurité incendie	10	4 134 759	4 141 326		4 141 326	4 246 898
Sécurité civile	11	987 955	982 608	29 840	1 012 448	993 662
Autres	12					
	13	13 840 962	13 785 859	46 025	13 831 884	13 833 517
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 998 617	2 422 267	1 479 785	3 902 052	3 712 115
Enlèvement de la neige	15	3 479 989	3 257 448	129 596	3 387 044	3 449 276
Éclairage des rues	16	526 963	481 607	100 426	582 033	621 054
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	6 304 385	6 304 385		6 304 385	5 977 408
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	12 309 954	12 465 707	1 709 807	14 175 514	13 759 853

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>Budget 2016</b>		<b>Réalisations 2016</b>		<b>Total</b>	<b>Réalisations 2015</b>
	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					367 693
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 682 358	5 935 171	348 168	6 283 339	5 891 293
Traitement des eaux usées	25			31 311	31 311	27 508
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 841 833	1 771 889		1 771 889	1 828 096
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	304 040	290 947	220 814	511 761	498 475
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	16 715				17 184
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34	20 260				
Plan de gestion						
Autres	36	39 198				
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	4 255				
Autres	39					
	40	8 908 659	7 998 007	600 293	8 598 300	8 630 249
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social						
	41					
Sécurité du revenu						
	42					
Autres	43	374 453	369 140		369 140	371 818
	44	374 453	369 140		369 140	371 818
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage						
	45	1 144 636	1 088 197	10 781	1 098 978	898 383
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 144 636	1 088 197	10 781	1 098 978	898 383

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 800 479	1 826 149	547 228	2 373 377	2 234 009
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 625 727	1 224 495	36 197	1 260 692	1 414 660
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 940 551	1 974 167	158 429	2 132 596	2 121 166
Parcs et terrains de jeux	56	3 641 853	4 615 586	766 826	5 382 412	5 715 144
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	655 051	451 499		451 499	501 303
	60	10 663 661	10 091 896	1 508 680	11 600 576	11 986 282
Activités culturelles						
Centres communautaires	61			306 313	306 313	257 822
Bibliothèques	62	3 213 656	3 117 055		3 117 055	3 320 672
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	23 000	17 894	8 884	26 778	26 724
	66	3 236 656	3 134 949	315 197	3 450 146	3 605 218
	67	13 900 317	13 226 845	1 823 877	15 050 722	15 591 500
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 706 000	1 612 581		1 612 581	1 856 795
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		60 700		60 700	
Autres	72	26 025	23 430		23 430	163 809
	73	1 732 025	1 696 711		1 696 711	2 020 604
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75	3 707 312	4 435 192	( 4 435 192 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Aux membres du conseil municipal de Ville de Côte Saint-Luc**

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Côte Saint-Luc (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

(1)

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A117472

Montréal  
Le 8 juin 2017

DATE 2017-06-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>58 575 957</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	30 607
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>30 607</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>58 545 350</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	58 545 350
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	30 607
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>58 575 957</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	5 562 538	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>5 562 538</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>53 013 419</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1 <u>4 544 171 313</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2 <u>4 565 700 313</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>4 554 935 813</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>53 013 419</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>4 554 935 813</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;"> </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;"> </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">1</span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">6</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">3</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 2px;">9</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7 <u>4 544 171 313</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8 <u>4 565 700 313</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>4 554 935 813</u>

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	10 246	39 318
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	11 811	91 015
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 250 000	
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 000 000	1 893 789
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 977 000	2 864 630
Autres infrastructures	11	2 105 000	615 592
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 590 708	1 014 020
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 183 000	1 602 887
Ameublement et équipement de bureau	18	200 000	344 119
Machinerie, outillage et équipement divers	19	93 758	616 624
Terrains	20		
Autres	21	800 000	
	22	10 515 000	8 772 358
		5 017 124	

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	10 246	39 318
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	11 811	91 015
Autres infrastructures	27	4 758 419	1 359 256
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	3 991 882	3 527 535
	34	8 772 358	5 017 124

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	58 290 100		5 130 400	53 159 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	58 290 100		5 130 400	53 159 700
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	54 204 124		4 551 500	49 652 624
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	54 204 124		4 551 500	49 652 624
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	4 085 976		578 900	3 507 076
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 085 976		578 900	3 507 076
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21	4 085 976		578 900	3 507 076
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 085 976		578 900	3 507 076
	26	58 290 100		5 130 400	53 159 700
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	28				
	29	58 290 100		5 130 400	53 159 700

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	237 730	237 507	236 484
Autres	3	4 163 764	4 161 893	4 657 449
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	7 591 198	7 591 198	7 624 705
Sécurité incendie	5	4 134 759	4 134 759	4 234 833
Sécurité civile	6	132 173	132 173	130 380
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	19 951	19 951	20 058
Transport collectif	9	6 304 385	6 304 385	5 977 408
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11		2 794 173	2 262 197
Matières résiduelles	12	2 293 734	803 011	847 468
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	803 011		
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	162 806	160 496	371 818
Autres	17	211 647	208 644	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	559 050	558 040	427 941
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	351 629	351 629	1 065 603
Activités culturelles	23	815 480	815 480	
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	27 781 317	28 273 339	27 856 344

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	78,00	35,00	102 376,00	3 808 734	913 327	4 722 061
Professionnels	2	6,00	35,00	9 885,00	505 552	121 230	626 782
Cols blancs	3	133,00	35,00	144 874,00	7 997 773	1 917 851	9 915 624
Cols bleus	4	109,00	38,00	159 162,00	4 649 485	1 114 939	5 764 424
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	326,00		416 297,00	16 961 544	4 067 347	21 028 891
Élus	9	9,00			258 978	90 705	349 683
	10	335,00			17 220 522	4 158 052	21 378 574

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	21 787		8 985		30 772
Autres	16	1 061 691	652 272	1 432 917		3 146 880
	17	1 083 478	652 272	1 441 902		3 177 652

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Administration générale</b>																	
Grefte et application de la loi	1	427 005	27		53	427 005	79	105	427 005	131				427 005	131		
Évaluation	2	237 507	28		54	237 507	80	106	237 507	132				237 507	132		
Autres	3	12 827 358	29	244 409	55	13 071 767	81	107	13 071 767	133				13 071 767	133	451 721	
	4	13 491 870	30	244 409	56	13 736 279	82	108	13 736 279	134				13 736 279	134	451 721	
<b>Sécurité publique</b>																	
Police	5	8 661 925	31	16 185	57	8 678 110	83	109	8 678 110	135				8 678 110	135	53 194	
Sécurité incendie	6	4 141 326	32		58	4 141 326	84	110	60 000	136				4 081 326	136	326	
Sécurité civile	7	982 608	33	29 840	59	1 012 448	85	111	1 012 448	137				1 012 448	137	42 250	
Autres	8		34		60		86	112	4 675	138				(4 675)	138		
	9	13 785 859	35	46 025	61	13 831 884	87	113	64 675	139				13 767 209	139	95 770	
<b>Transport</b>																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	2 422 267	36	1 479 785	62	3 902 052	88	114	144 690	140				3 757 362	140	119 349	
Enlèvement de la neige	11	3 257 448	37	129 596	63	3 387 044	89	115	27 776	141				3 359 268	141	161 832	
Autres	12	481 607	38	100 426	64	582 033	90	116		142				582 033	142	23 927	
Transport collectif	13	6 304 385	39		65	6 304 385	91	117		143				6 304 385	143		
Autres	14		40		66		92	118	2 563	144				(2 563)	144		
	15	12 465 707	41	1 709 807	67	14 175 514	93	119	175 029	145				14 000 485	145	305 108	
<b>Hygiène du milieu</b>																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16		42		68		94	120		146					146		
Traitement des eaux usées	17	5 935 171	43	348 168	69	6 283 339	95	121		147				6 283 339	147	156 047	
Réseaux d'égout	18		44	31 311	70	31 311	96	122		148				31 311	148		
	19		45		71		97	123		149					149		
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	1 771 889	46		72	1 771 889	98	124	23 735	150				1 748 154	150	62 589	
Matières recyclables	21	290 947	47	220 814	73	511 761	99	125	13 365	151				498 396	151		
Autres	22		48		74		100	126		152					152		
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153					153		
Protection de l'environnement	24		50		76		102	128		154					154		
Autres	25		51		77		103	129	22 882	155				(22 882)	155		
	26	7 998 007	52	600 293	78	8 598 300	104	130	59 982	156				8 538 318	156	218 636	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157		172	187	202		217			232		
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233		
Autres	159	369 140	174	189	369 140	204	219		369 140	234		
	160	369 140	175	190	369 140	205	220		369 140	235		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 088 197	176	10 781	191	1 098 978	206	221	1 098 978	236	26 339	
Rénovation urbaine	162		177	192	207		222			237		
Promotion et développement économique	163		178	193	208		223			238		
Autres	164		179	194	209		224			239		
	165	1 088 197	180	10 781	195	1 098 978	210	225	1 098 978	240	26 339	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	10 091 896	181	1 508 680	196	11 600 576	211	2 013 977	226	9 586 599	241	443 390
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 117 055	182		197	3 117 055	212	101 988	227	3 015 067	242	154 858
Autres	168	17 894	183	315 197	198	333 091	213		228	333 091	243	889
	169	13 226 845	184	1 823 877	199	15 050 722	214	2 115 965	229	12 934 757	244	599 137
<b>Réseau d'électricité</b>												
	170		185	200	215		230			245		
	171	62 425 625	186	4 435 192	201	66 860 817	216	2 415 651	231	64 445 166	246	1 696 711

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	8 772 358	5 017 124
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	8 772 358	5 017 124

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	4 736 946	5 956 121
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		29 459
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 736 946	5 985 580
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 905 281	3 498
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(110 094)	(229 080)
Activités d'investissement	6	(45 517)	(73 901)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(121 239)	(91 045)
Réserves financières et fonds réservés	8	(246 968)	(858 106)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 381 463	(1 248 634)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	6 118 409	4 736 946
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	1 524 290	1 892 836
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 524 290	1 892 836
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(500 439)	(459 591)
Activités d'investissement	17	(774 052)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	121 239	91 045
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 153 252)	(368 546)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	371 038	1 524 290
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	2 735 186	1 615 938
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 735 186	1 615 938
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(107 016)	250 029
Activités d'investissement	27	(936 846)	(598 068)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	246 968	858 106
Financement des investissements en cours	29	1 076 786	609 181
	30	279 892	1 119 248
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	3 015 078	2 735 186

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 449 400 )	( 2 352 552 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	1 853 252
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 449 400 )	( 499 300 )
<b>Affectations</b>		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36 49 900	49 900
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ( )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	39 ( 399 500 )	( 449 400 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	40 3 810 574	4 564 143
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 3 810 574	4 564 143
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (4 872 254)	(144 388)
<b>Virements</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (1 076 786)	(609 181)
	47 (5 949 040)	(753 569)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	48 (2 138 466)	3 810 574
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	49 18 048 294	12 793 705
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	4 641 088
Solde redressé au début de l'exercice	51 18 048 294	17 434 793
<i>Ajouter (déduire)</i>		
<b>Affectations et virements</b>		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ( )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	
Variation résiduelle de l'exercice	56 8 604 727	613 501
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	57 26 653 021	18 048 294

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>2 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 500 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 0 4 7 5 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 2 5 7 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 9 5 9 7 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 3 , □ 9 5 9 7 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 0 9 5 1 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ 0 , □ 0 4 9 1 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ 0 , □ 0 4 9 1 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ 0 , □ 6 7 8 4 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ 0 , □ 6 7 8 4 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ] \$	
Égout	2	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ] \$	
Eau et égout	3	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ] \$	
Traitement des eaux usées	4	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ] \$	
Matières résiduelles	5	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ] \$	

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ][ ] , [ ][ ][ ][ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	3 600 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	3 557 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....	
Facteur comparatif de 2016	31	.....	
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	56 242 797
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	3 637 577
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	83 048
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	59 963 422

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	
	26	59 963 422

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	448 163
Cégeps et universités	7	786 637
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	1 234 800

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 234 800

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	78 960
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	78 960

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 313 760

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 607 959 998	X 5 1,0444	/100\$ 6 37 682 617				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 776 596 320	X 8 1,2533	/100\$ 9 9 733 206				
Immeubles non résidentiels	10 210 429 395	X 11 3,9479	/100\$ 12 8 307 638				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 27 255 800	X 20 2,0889	/100\$ 21 569 336				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 56 292 797	26 ( )	27 ( 50 000 )	28	29 56 242 797
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4    3 607 959 998	X 5    0,0500	/100\$ 6    1 802 825				
Immeubles de 6 logements ou plus	7    776 596 320	X 8    0,0500	/100\$ 9    388 050				
Immeubles non résidentiels	10   210 429 395	X 11   0,6875	/100\$ 12   1 446 702				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19    27 255 800	X 20   0,0001	/100\$ 21         27				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25    3 637 604	26 (           )	27 (           )	28           (27) 29	3 637 577
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 (           )	56 (           )	57 .....	58 .....
<b>Valeur locative imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 (           )	63 (           )	64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>60 013 422</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	..... 50 000
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u>50 000</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>59 963 422</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	59 963 422
<b>Ajouter</b>		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	50 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
<b>Total partiel</b>	4	<b>60 013 422</b>
<b>Déduire</b>		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 109 817
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
		6 109 817
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	11	<b>53 903 605</b>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation  
prévisionnel 1 53 903 605

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les  
revenus de la taxe foncière générale 2 4 622 241 513

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 

		1
--	--	---

 , 

1	6	6	2
---	---	---	---

 /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	9 754 340			569 336	10 121 256	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	9 754 340			569 336	10 121 256	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	39 485 442		(50 000)	59 880 374
De secteur	10	83 048			83 048
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	39 568 490		(50 000)	59 963 422

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	72 108 550	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19		\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20		\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 5801 boulevard Cavendish  
(no) (rue)  
Côte Saint-Luc H4W 3C3  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 485-6800  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 485-8666  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel infocsl@cotesaintluc.org

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Angelo Marino

Téléphone (514) 485-6800  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 485-8666  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel amarino@cotesaintluc.org

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Associée

Adresse 600 rue de la Gauchetiere Uoest  
(no) (rue)  
Montréal H3B 4L8  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 878-2691  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel regimbal.christine@rcgt.com

Responsable du dossier Christine Regimbal

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Angelo Marino , atteste que le rapport financier de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Côte-Saint-Luc .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Côte-Saint-Luc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Côte-Saint-Luc détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 3 213 690 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,1639 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-15 17:05:37

Date de transmission au Ministère : 2017/06/12